

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/CSS/4
8 décembre 2000

(00-5352)

Conseil du commerce des services
Session extraordinaire

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU COMMERCE DES SERVICES AU CONSEIL GÉNÉRAL

6 DÉCEMBRE 2000

1. Depuis le dernier rapport que j'ai présenté au Conseil général, le Conseil du commerce des services s'est réuni en session extraordinaire à deux reprises, le 1^{er} décembre et les 5 et 6 décembre 2000. La première réunion était consacrée aux modalités du traitement de la libéralisation autonome conformément à l'article XIX de l'AGCS. Le Conseil a adopté l'ordre du jour contenu dans l'aérogamme WTO/AIR/1450. Des communications ont été présentées par Hong Kong, Chine (job n° 7580) et par la Corée (job n° 7634 et Add.1). Les Membres ont estimé que la question était complexe et appelait un complément d'examen.
2. La deuxième réunion s'est tenue les 5 et 6 décembre 2000. Le Conseil a adopté l'ordre du jour contenu dans l'aérogamme WTO/AIR/1455 et Corr.1.
3. Au titre du point A, intitulé "Lignes directrices et procédures pour les négociations au titre de l'article XIX de l'AGCS", les Membres ont continué d'examiner les documents qui avaient été soumis à la session extraordinaire précédente, à savoir la communication présentée par Maurice au nom du Groupe africain (S/CSS/W/7) et la note du Secrétariat (job n° 5658). Le Conseil a également examiné des propositions additionnelles présentées par un groupe de 23 pays en développement (S/CSS/W/13), par la Corée (S/CSS/W/14) et par la Suisse (S/CSS/W/16).
4. Dans le cadre du débat concernant les lignes directrices et procédures pour les négociations, le Conseil a examiné toutes les communications présentées par les Membres (plus de 60 Membres au total). La proposition du groupe de 23 pays en développement consistait en un projet de lignes directrices dont d'aucuns ont considéré que c'était la proposition la plus élaborée présentée jusque-là sur la question. À la fin du débat, les Membres sont convenus que le Secrétariat devrait élaborer un avant-projet de lignes directrices et procédures pour les négociations tenant compte de toutes les propositions écrites et orales, bien avant la session extraordinaire suivante, prévue pour mars 2001.
5. Au titre des questions relatives aux négociations au titre de l'article XIX de l'AGCS, les Membres ont repris les propositions présentées à la réunion antérieure et examiné trois nouvelles communications, la première émanant de l'Inde concernant la libéralisation du mouvement des personnes physiques au titre de l'AGCS, la deuxième de la CEE concernant une approche globale des négociations, la troisième de l'Australie concernant la libéralisation des services de télécommunications. Le Secrétariat avait également préparé un document sur la consolidation des listes de concessions établies dans le cadre du GATT à l'issue des cycles de négociations précédents.
6. Au titre de l'évaluation du commerce des services, le Conseil était saisi d'une communication conjointe de la Slovénie, de la Bulgarie, de la République tchèque, de la Pologne et de la République slovaque sur les conséquences de la libéralisation des services dans certaines économies en transition. Il a également examiné un document du Secrétariat contenant une mise à jour d'une note précédente

./.

sur les statistiques des services (S/C/W/27/Add.1). La République dominicaine, El Salvador et le Honduras et le Panama ont présenté des communications au titre du point de l'ordre du jour concernant le tourisme qui sont reproduites dans les documents S/CSS/W/9 et S/CSS/W/19.

7. En ce qui concerne les futures réunions, le Conseil a pris note d'un programme provisoire des réunions pour 2001. Les réunions se tiendront, sous réserve de confirmation, autour des dates suivantes: 19-30 mars; 9-18 mai; 9-17 juillet; 1^{er}-9 et 12 octobre et 26 novembre-7 décembre. Il a été décidé en outre qu'un symposium d'un jour et demi sur les services de tourisme se tiendrait les 27 et 28 février 2001.
